

*Initiatives ministérielles*

Petro-Canada pourrait être utilisée pour cela. Premièrement, nous avons dit que les stations de Petro-Canada pourraient être utilisées pour recycler les CFC des climatiseurs des automobiles qui menacent l'environnement. Ce pourrait être fait en installant des centres de récupération dans les stations de la société. Elle pourrait recycler les huiles usées. Elle pourrait promouvoir les énergies de remplacement, comme l'essence additionnée d'éthanol obtenu de grains. Cela donnerait aux agriculteurs une meilleure base économique et, naturellement, cela créerait de l'emploi. Petro-Canada pourrait promouvoir la recherche, le développement et la commercialisation de sources d'énergie de remplacement, comme le soleil et le vent.

Autrement dit, on ferait de Petro-Canada une participante active. Elle deviendrait une activiste. Elle jouerait un rôle d'activiste dans la recherche et le développement d'autres méthodes de production d'énergie.

L'idée n'est certainement pas de faire en sorte que l'on continue à consommer des combustibles fossiles. Ce n'est sûrement pas un objectif d'intérêt public pour une société nationale, propriété des contribuables du Canada, construite avec leurs investissements. Ce que veulent les Canadiens c'est une société pétrolière qui travaille dans leur intérêt et non une société que l'on vend après avoir rabaisé la valeur comptable de ses avoirs.

Imaginez cela. Mon collègue, ici, est au courant de ces choses. C'est un fiscaliste. Si j'allais le consulter, que répondrait-il à la question: «Je possède une société pétrolière, le prix de l'énergie s'envole et nous sommes en crise. Est-ce le bon moment pour diminuer la valeur comptable de mes avoirs?»

**Une voix:** C'est honteux.

**M. Rodriguez:** Il dit que c'est honteux, et il a raison, c'est honteux.

Monsieur le Président, pouvez-vous imaginer cela comme moyen de vendre au meilleur prix possible, rabaisser la valeur des avoirs au moment où l'on détient une chose qui est très en demande. C'est ce que fait le gouvernement. Il a rabaisé la valeur de 1,8 milliard de dollars.

Je parlerai des conservateurs dans un instant. J'y reviendrai.

Petro-Canada doit aussi rester une société publique pour une autre raison: afin que les bénéficiaires de cette entreprise demeurent au Canada.

Au cours des années 80, les pétrolières privées ont transféré 7 milliards de dollars de leurs bénéficiaires à l'extérieur du pays, j'ai bien dit 7 milliards. Les contribuables canadiens ont dépensé 6,8 milliards en dollars de 1990 pour mettre sur pied cette entreprise, et le gouvernement est maintenant prêt à tout vendre. Voulez-vous en apprendre une bonne? Les contribuables ne retireront pas un sou de cette transaction, ils ne récupéreront pas un sou de leur investissement. De toutes les ventes et privatisations antérieures, pas un sou n'est revenu dans les coffres de l'État, car le fruit de ces transactions est remis intégralement aux entreprises qui viennent d'être vendues. Nous n'aurons rien en retour. Nous nous apprêtons à vendre une partie de notre patrimoine et nous n'obtiendrons pas un rond en échange.

Je sais quelle question vous vous posez; elle est tout à fait dans l'ordre des choses. Dans un premier temps, vous vous dites: Pourquoi le NPD s'oppose-t-il à cette mesure, et Petro-Canada a-t-il encore une raison d'être? C'est là la première question que vous vous posez.

L'autre question est encore plus importante: Pourquoi les conservateurs veulent-ils vendre Petro-Canada? Pourquoi feraient-ils cela? Voici ce que je répondrai aux députés ici présents et aux téléspectateurs canadiens qui suivent les travaux de cette Chambre: ils veulent vendre cette société parce qu'ils sont prisonniers d'une idéologie, celle de la priorité aux entreprises. Voilà, à mon avis, ce qu'ils sont en train de faire. Soyons réalistes. Qui a élu les conservateurs? Qui les a portés au pouvoir? Ce sont leurs amis des sociétés, leurs grands amis cupides. Ce sont eux qui les ont élus.

Imaginez. Essayez simplement d'imaginer. Après avoir été élus en 1984, les conservateurs organisent un banquet. Qui vont-ils inviter à leur banquet? D'abord leurs grands amis les banquiers. Ceux-ci prennent place près de la table d'honneur. Ils placeront leurs amis courtiers en valeurs mobilières à leurs côtés à la table d'honneur. Les conservateurs inviteront aussi les avocats à l'emploi de grandes sociétés. Les comptables agréés. Les représentants du CCCE, le Conseil canadien des chefs d'entreprises. Leurs amis lobbyistes, les Frank Moores de ce monde, sont aussi invités. Les convives mangent; on leur offre un plat de résistance. Ils font un festin de ce plat de résistance qu'est le Canada. Ils commencent par Air Canada. . .

**Une voix:** S'empiffrent-ils à même l'auge?